



## **REGLEMENT DE VOIRIE DE LA COMMUNE DE SASSENAGE**

|   |    |
|---|----|
| Article 1 - Généralités .....   | 2  |
| Article 1 - 1 : Objet du présent règlement.....   | 2  |
| Article 1 - 2 : Date d'entrée en vigueur.....   | 2  |
| Article 1 - 3 : Exécution du présent règlement .....  | 2  |
| Article 1 - 4 : Modification du présent règlement .....   | 2  |
| Article 2 - Occupation du domaine public .....  | 3  |
| Article 2 - 1 : Les autorisations unilatérales.....   | 3  |
| Article 2.1.1 La Permission de voirie .....   | 3  |
| Article 2.1.2 Le Permis de stationnement (article L 2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales) 5 |    |
| Article 2 - 2 : Les autorisations contractuelles.....   | 6  |
| Article 3 - Prescriptions techniques.....   | 7  |
| Article 3 - 1 : Position et calcul des ouvrages.....  | 7  |
| Article 3.1.1 Généralités.....  | 7  |
| Article 3.1.2 Position et profondeur de la fouille .....  | 8  |
| Article 3.1.3 Calcul des ouvrages .....   | 10 |
| Article 4 - Déroulement des travaux .....   | 11 |
| Article 4 - 1 : Démarrage des travaux.....  | 11 |
| Article 4.1.1 Documents à fournir avant le début des travaux .....  | 11 |
| Article 4.1.2 Etat des lieux .....  | 11 |
| Article 4.1.3 Implantation des travaux.....   | 11 |
| Article 4.1.4 Informations sur le site et signalisation.....  | 11 |
| Article 4.1.5 Circulation des piétons / cycles. ....  | 12 |
| Article 4.1.6 Maintien des accès aux habitations et entreprises.....  | 12 |
| Article 4 - 2 : Exécution des travaux.....  | 12 |
| Article 4.2.1 Généralités.....  | 12 |
| Article 4.2.2 Protection de l'existant.....   | 12 |
| Article 4.2.3 Découpe, dépose ou démolition du revêtement .....   | 14 |
| Article 4.2.4 Exécution de la fouille.....  | 14 |
| Article 4.2.5 Déblais .....   | 14 |
| Article 4.2.6 Remblaiement des tranchées .....  | 15 |
| Article 4.2.7 Réfection.....  | 18 |
| Article 4 - 3 : Achèvement, constat de Fin de travaux et fourniture des plans de récolement.....              | 21 |
| Article 4.3.1 Achèvement et constat de fin de travaux .....   | 21 |
| Article 4.3.2 Récolement : Pièces à fournir au gestionnaire.....  | 21 |
| Article 4 - 4 : Délai de garantie des travaux / modalités de réparation.....                                  | 21 |
| Article 5 - Responsabilité .....  | 22 |
| Article 6 - Annexes.....  | 23 |

## **Article 1 - Généralités**

### **Article 1 - 1 : Objet du présent règlement**

Ce règlement a pour objet de définir les modalités administratives et techniques d'occupation temporaire du domaine public routier, et de la réalisation des travaux sur celui-ci. Il vise à préserver l'intégrité du domaine public routier et sa destination.

Il est établi au vu de la loi n°89 413 du 21 juin 1989 relative au code de la voirie routière et notamment les articles L 116-1 et L 116-8 et L 141-11, et du décret n°89 631 du 4 septembre 1989 relatif au code de la voirie routière et particulièrement les articles R 116-1, R 116-2, R 141-21 et R 141-22 relatifs à la police de conservation.

Il a fait l'objet des mesures de concertation définies par la Loi du 21 Juin 1989 par présentation aux gestionnaires de réseaux et à une entreprise du secteur des travaux publics en date du 9 Octobre 2007.

### **Article 1 - 2 : Date d'entrée en vigueur**

Le présent règlement de voirie entre en vigueur dès transmission de la délibération l'approuvant en Préfecture.

### **Article 1 - 3 : Exécution du présent règlement**

Monsieur le Maire, le Directeur des Services, les services techniques et de police municipale sont chargés chacun en ce qui les concerne d'assurer l'exécution du présent règlement.

### **Article 1 - 4 : Modification du présent règlement**

Le maire de la commune de SASSENAGE peut modifier ce présent règlement sans intervention devant le conseil municipal, sous réserve que ces modifications :

- Relèvent de la parution d'un nouveau texte de lois, décrets, arrêté ministériel ou préfectoral, ...
- Ou relèvent de la modification des documents joints en annexe.

## Article 2 - Occupation du domaine public

L'objectif du présent règlement est de réduire la gêne aux usagers, de satisfaire au respect des règles élémentaires de sécurité tout en organisant de la manière la plus pertinente les interventions et les occupations du domaine public.

Il ne régit pas les autorisations pour manifestations sportives ou culturelles qui relèvent du Décret n° 97-646 du 31 mai 1997 pour le service d'ordre.

La coordination annuelle des interventions sera assurée au moyen des déclarations effectuées au plus tard au mois de Novembre de l'année N-1, par les SPIC et SPA gestionnaires de réseaux, de leurs projets d'extension ou de renouvellement, de sorte à assurer efficacement la coordination de chaque intervenant sur le domaine public.

### Article 2 - 1 : Les autorisations unilatérales

La délivrance des autorisations unilatérales d'occupation du domaine public prend deux formes différentes selon la nature de l'occupation (sauf cas particuliers réglementés par la législation nationale ou européenne) :

#### Article 2.1.1 La Permission de voirie

##### 2.1.1.a) Définition

La permission de voirie concerne toute occupation du domaine public nécessitant des travaux, un ancrage, une incorporation au sol ou sous-sol. Par exemple, l'installation de mobilier urbain, de canalisations d'eau et d'assainissement, de câbles, de pompes à essence...

La demande de permission de voirie est déposée par le Maître d'ouvrage des travaux, auprès du gestionnaire concerné. Elle est le plus souvent complétée d'un arrêté de circulation qui définit les mesures liées à la gestion des trafics durant la phase travaux.

Ce gestionnaire est :

- le Maire sur le domaine public communal,
- le Président du Conseil Général sur le domaine public départemental,
- le Préfet sur le domaine public national.

La demande est effectuée dans les délais impartis par la Loi (cf ; formulaires CERFA DR et DICT).

##### 2.1.1.b) Forme de la demande :

La demande de permission de voirie est déposée par le Maître d'ouvrage des travaux, par écrit, auprès de la Collectivité gestionnaire du domaine public concerné (voir article 2.1.1).

#### *Elaboration du projet*

- Le maître d'ouvrage sollicite auprès du service gestionnaire du domaine public de la commune concernée la liste des différents occupants du domaine public. Cette liste n'est pas spécifique au lieu des travaux projetés. Pour mémoire cette liste figure annexée à titre indicatif au présent règlement.
- Le maître d'ouvrage dépose auprès des différents occupants du domaine public une demande de renseignements (DR) sur l'existence et l'implantation d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques conformément au décret n°91-1147 du 14/10/91. Cette demande comprend un plan au 1/5000° du lieu des travaux envisagés. Les différents occupants du domaine public disposent d'un délai d'un mois pour répondre à la demande de renseignements. A défaut de réponse, l'entreprise qui projette les travaux déposera la DICT auprès de l'occupant sollicité. Celle-ci sera instruite dans les délais de droit commun sans préjudice de l'absence de réponse à la DR.

- A l'issue de cette phase, le Maître d'ouvrage établit le projet précis qui sera soumis à l'instruction. Si les travaux se situent sous domaine public routier (DPR), le projet devra respecter le règlement de voirie du domaine public concerné (cf : pouvoir de police de la conservation) et notamment les paragraphes relatifs aux prescriptions techniques. Si celui-ci ne précise pas la coupe-type de la chaussée ou de l'espace concerné, le Maître d'ouvrage la sollicite expressément auprès du gestionnaire du DPR.
- Le Maître d'ouvrage s'entoure si nécessaire d'un coordonnateur de sécurité tel que défini par la loi.

#### *Cas de force majeure avérée ou d'urgence*

En cas de force majeure ou d'urgence nécessitant une intervention rapide, avérée et justifiable, il est fortement recommandé aux intervenants sur le domaine public de se rapprocher des gestionnaires d'autres canalisations (en particulier celles de matières dangereuses telles que le gaz, SPMR ou Total...) afin de sécuriser toute intervention susceptible d'engendrer un risque grave. Est annexé à cet effet au présent règlement la liste des gestionnaires présents sur la Commune de Sassenage et leurs numéros d'appels d'urgence 24 h / 24.

Pour tous les autres cas de figure relevant de dépannage ou d'entretien (curage des réseaux par la METRO, réparations EDF...), des arrêtés permanents d'intervention sur le domaine public pourront être dressés par le gestionnaire de la voie, à la demande des occupants, afin de faciliter le bon déroulement des opérations et de prescrire les mesures générales de sécurité accompagnant toute intervention sur le domaine public.

#### *Dépôt de la demande de permission de voirie :*

Le Maître d'ouvrage dépose un dossier en trois exemplaires précisant :

- Le nom, la qualité et le domicile du pétitionnaire ;
- Pour les opérateurs de téléphonie ou les concessionnaires de réseaux, la date à laquelle l'autorisation délivrée par l'Autorité de Régulation des Télécommunications (Article L 33-1 du code des postes et télécommunications) ou la concession prend fin ;
- L'objet des travaux ;
- La situation des travaux avec une localisation précise sur un plan au 1/5000°;
- La date et la durée pour laquelle l'autorisation d'occuper le domaine public est sollicitée le cas échéant.
- un plan précis au 1/200° indiquant :
  - ◇ les limites du domaine public ;
  - ◇ le tracé des chaussées et trottoirs, le nu des propriétés riveraines et l'implantation du mobilier urbain ;
  - ◇ le tracé des canalisations et réseaux existant dans le sol, dans la mesure où les fonds de plans existent et peuvent être acquis par le demandeur ;
  - ◇ le tracé en couleur des travaux à exécuter ;
  - ◇ l'axe des tranchées et leurs emprises prévues ;
  - ◇ la position des ouvrages techniques (chambres de tirage, ...).
- Les coupes types des tranchées avec précision sur la qualité des matériaux et conditions de remblaiement et de réfection.
- Les caractéristiques des différents éléments et leurs conditions d'implantation : diamètre des canalisations, charges sur la génératrice supérieure, fils d'eau des regards des canalisations à écoulement gravitaire, ....avec une précision inférieure à 10 cm.
- Modalités de remblaiement ou de reconstitution des ouvrages, et de la réfection du revêtement
- Le cas échéant, une note de calculs justifiant de la résistance et de la stabilité des ouvrages ou des installations.

#### 2.1.1.c) Délivrance de l'autorisation

L'autorité habilitée à délivrer cette permission dispose d'un délai de **un mois** pour répondre, à compter de la date de réception de la demande. En l'absence de réponse passé ce délai, la permission est réputée refusée. Dans ce cas, et tout comme en cas de réponse négative expresse, le demandeur peut alors déposer un recours gracieux auprès de l'autorité habilitée à délivrer cette autorisation, avant d'engager une action auprès du tribunal administratif.

Cette disposition ne fait pas obstacle aux pouvoirs de substitution conférés au Préfet concernant certains types de canalisations, en cas de refus non justifié par l'intérêt général (CGCT, art L. 2215-5)

Une demande incomplète peut-être retournée au pétitionnaire assortie d'une demande de compléments.

La permission de voirie est délivrée sous forme d'arrêté par l'autorité territoriale gestionnaire du domaine public concerné. Elle donne lieu à paiement d'une redevance d'occupation du domaine public fixée par l'assemblée délibérante de la Collectivité, dans la limite des dispositions légales en vigueur.

Cette permission est le plus souvent doublée d'un arrêté de circulation en cas de mesures restrictives de circulation (type alternat ; réduction de la vitesse au droit du chantier etc....)

#### 2.1.1.d) Conditions d'exécution

L'autorisation est accordée sous réserve expresse du droit des tiers. Elle doit être utilisée dans le délai indiqué dans l'arrêté. Elle est périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

#### 2.1.1.e) Dispense

La collectivité gestionnaire d'un domaine public est dispensée de permission de voirie pour sa propre occupation de ce domaine.

### Article 2.1.2 Le Permis de stationnement (article L 2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales)

#### 2.1.2.a) Définition

Le permis de stationnement concerne l'occupation superficielle du domaine public, sans incorporation au sol. Il s'agit des terrasses de cafés (tables, chaises et supports amovibles), les aires de stationnement de taxis mais aussi les échafaudages ou les grues, les bennes à gravats, ainsi que tout autre engin de transport, de manutention ou de chantier dont la présence ne peut être assimilée à l'exercice du droit de stationnement classique sur domaine public. L'occupation ne doit entraîner aucune gêne pour la circulation et la liberté du commerce (article L. 2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales).

#### 2.1.2.b) Qui le demande et où ?

La demande de permis de stationner est déposée par l'occupant du domaine public (ex : entreprise lors de la réalisation des travaux d'un maître d'ouvrage).

L'autorité chargée du pouvoir de police de la circulation sur ce domaine public délivre seule ce permis, à savoir :

- Sur toutes les voies à grande circulation : le Préfet,
- Pour les autres voies : le Maire en agglomération, le gestionnaire du domaine public hors agglomération.

La procédure d'instruction et de délivrance n'est pas décrite dans le présent document car elle se réfère au pouvoir de police de la circulation et non au pouvoir de police de la conservation.

Pour le cas particulier des grues, il est rappelé que toute occupation du domaine public en emprise mais également en survol (cas de la flèche en rotation) donne lieu, en vertu des dispositions du présent paragraphe, à un arrêté qui sera délivré sur production du certificat d'un organisme de contrôle indépendant qui devra être remis par le demandeur et à ses frais au gestionnaire.

## **Article 2 - 2 : Les autorisations contractuelles**

Lorsque les installations ou ouvrages projetés, présentant un caractère immobilier, répondent à des préoccupations d'équipement de la voie, de service à l'usager ou de service public et sont essentiellement sinon exclusivement, desservies par le domaine public routier dont ils affectent l'emprise, une convention d'occupation peut être passée entre la Collectivité et le demandeur.

Ces autorisations sont :

- a) le contrat d'occupation de domaine public ou concession de voirie ;
- b) le bail emphytéotique lorsqu'une personne privée réalise sur ce domaine public une mission de service public ou une opération relevant de sa compétence à l'exception du domaine public de l'Etat, et sous réserve que le dit domaine public ne soit pas du domaine public routier (DPR) ou l'une de ses dépendances, sa destination étant alors incompatible avec l'usage projeté.

Elles font l'objet d'un accord entre les parties.

### 2.2.1.a) Forme et conditions de la demande

La demande doit être adressée au service gestionnaire et doit être accompagnée d'un dossier technique composé :

- d'un mémoire descriptif, explicatif et justificatif avec mention des modes, date et délai d'exécution souhaités et des mesures d'exploitation retenues.
- en tant que de besoin, les plans et notes techniques nécessaires à la compréhension et à l'application de la solution proposée
- les conditions d'exécution des travaux,
- les modalités d'exploitation des ouvrages et installations,

### 2.2.1.b) Passation

Le projet doit être expressément agréé par le service gestionnaire du domaine public concerné, au titre du pouvoir de police de la conservation.

La convention ou le bail est passé(e) entre la Collectivité gestionnaire du domaine public et le demandeur. Elle est signée par le Maire ou son représentant dûment habilité par décision de l'assemblée délibérante.

### 2.2.1.c) Conditions d'exécution

L'autorisation est accordée sous réserve expresse du droit des tiers ; elle doit être utilisée dans le délai indiqué dans l'arrêté et est périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

### 2.2.1.d) Dispense

La collectivité gestionnaire d'un domaine public est dispensée de cette autorisation pour sa propre occupation de ce domaine

## **Article 2-3 : Redevance d'occupation du domaine public**

Dans certain cas prévus chaque année par délibération du conseil municipal, l'occupation du domaine public donnera lieu au versement d'une redevance. Cette délibération figurera annexée au présent règlement.

## **Article 3 - Prescriptions techniques**

### **Article 3 - 1 : Position et calcul des ouvrages**

#### Article 3.1.1 Généralités

Une chaussée, avec son abord immédiat, est un ouvrage structuré formant un ensemble cohérent destiné à la circulation : toute tranchée, toute fouille, même parfaitement remblayée, constitue une blessure à la structure qui engendre des désordres.

##### 3.1.1.a) Minimisation de l'emprise

L'emprise des ouvrages devra être aussi réduite que possible : les canalisations devront se trouver le plus près possible les unes des autres, tout en respectant l'inter - distance de 20 centimètres entre réseaux, le nombre de regards de visite devra être limité aux stricts besoins de l'exploitation et leur position définie contradictoirement avec le gestionnaire de la voie , en prenant en compte les contraintes du site (zone de giration, freinage, existence de portes cochères, cheminements cycles ou piétons...).

##### 3.1.1.b) Couche de roulement récente

**Les tranchées dans les chaussées ou trottoirs dont la couche de roulement a été refaite depuis moins de deux ans sont interdites.**

Sur un tapis dont la durée de service est comprise entre 2 et 5 ans, et sauf contrainte technique avérée, il pourra être exigé d'employer des techniques de fonçage ou de forage dirigé pour éviter les ouvertures en tranchée (cf ; ci- après).

##### 3.1.1.c) Minimisation des nuisances

Elle sera recherchée au cours de toute l'intervention et l'occupation sur domaine public.

Pour certaines traversées de voies, il pourra être exigé :

- De ne pas ouvrir de fouille et d'utiliser la technique du forage horizontal. Ceci est particulièrement vrai pour certaines voiries (exemple, voies à trafic > 10 000 véhicules par jour, voies à fort passage transports en commun, ....). La technique du forage horizontal pourra de même être exigée lorsqu'il est impossible de remettre en œuvre le revêtement existant (matériaux introuvables, problème de couleur, ...).
- De mettre en place des gaines de protection ou de dispositifs permettant l'entretien ultérieur et le remplacement, sans ouvrir la chaussée.
- De mettre en place un itinéraire de déviation si les gênes occasionnées par les travaux risquent de rendre particulièrement difficile les conditions de circulation. A ce titre, il est rappelé que la mise en place de cet itinéraire, la mise en place et le maintien de la signalisation de déviation sera à la charge exclusive du titulaire de l'autorisation.

##### 3.1.1 d) Branchements de chantier /définitifs

Dans le cas de travaux qui nécessitent une réalisation de branchement(s) de chantier et/ou définitifs pour quelque fluide que ce soit (électricité, eau potable, eaux usées...) en aérien et/ou en souterrain, le pétitionnaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin de garantir la sécurité des usagers, des réseaux et autres équipements existants. Ainsi, le tirant d'air sous un branchement en électricité surplombant une voie communale sera de 6 mètres minimum. Pour les autres voiries, elles satisferont aux préconisations du gestionnaire compétent.

L'emplacement des supports sera étudié de façon à ne pas gêner la circulation des usagers, avec une attention particulière qui sera portée au passage des piétons, personnes à mobilité réduite et cycles.

Sauf exception dûment motivée, les branchements de chantier devront autant que possible, correspondre à ceux prévus en définitif dans le cadre du projet.

### Article 3.1.2 Position et profondeur de la fouille

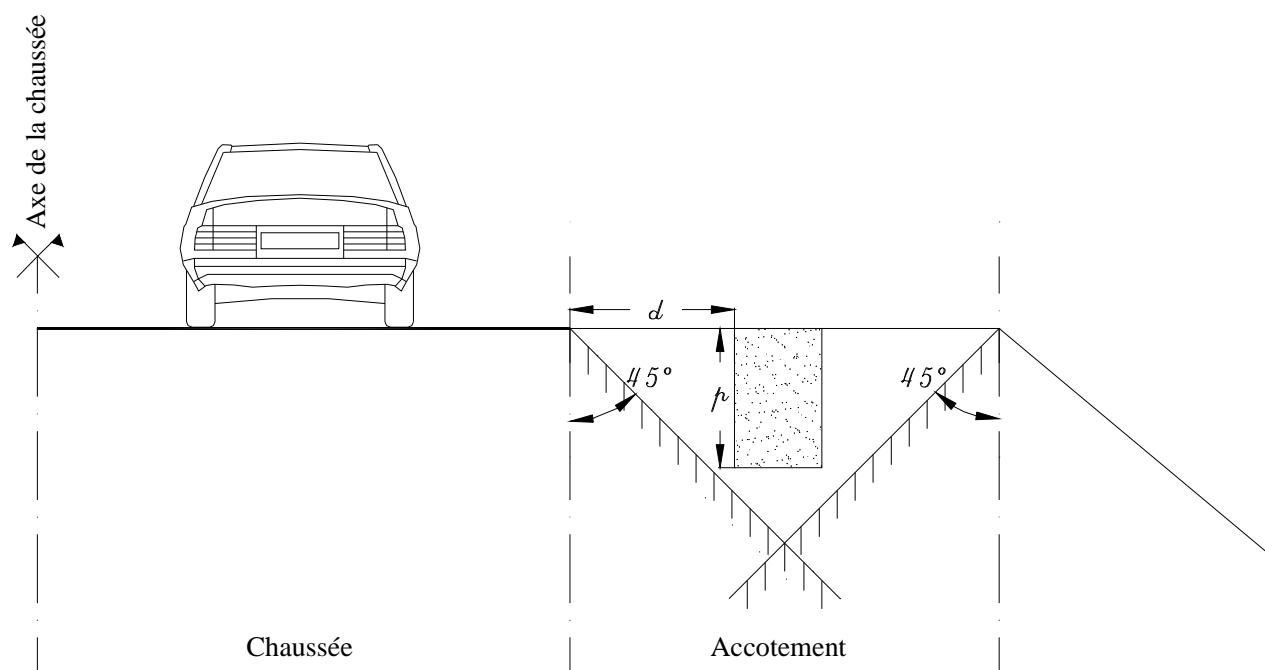
#### 3.1.2.a) Position

Le tracé des fouilles projetées sera établi contradictoirement avec le service gestionnaire de la voie et en application des principes suivants :

Les conduites longitudinales seront placées en priorité sous les accotements, trottoirs et pistes cyclables. A défaut, et notamment lorsque ceux-ci sont trop étroits, encombrés, bordés d'un fossé très profond ou d'une crête de talus, elles pourront être placées sous les chaussées. En dernier ressort, elles pourront être placées sous les espaces verts.

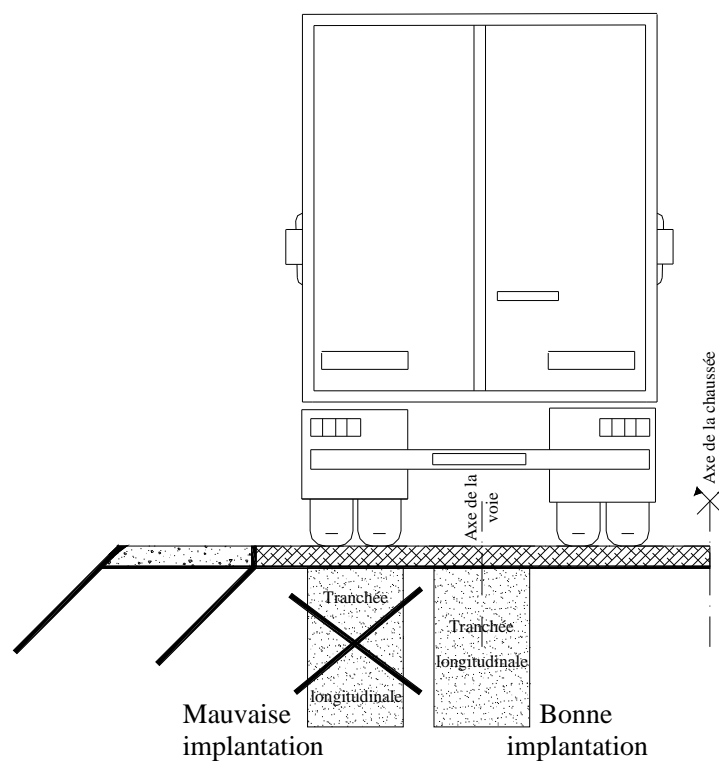
Pour les plates-formes terrassées en profil mixte, la tranchée doit être implantée dans le côté en déblai. Toute autre disposition doit faire l'objet d'une justification précise.

Sous accotement, une distance minimale, au moins égale à la profondeur de la tranchée, doit être recherchée entre le bord de la chaussée et le bord de la tranchée ou crête de talus. Dans ce cas, la tranchée est dite "hors chaussée".



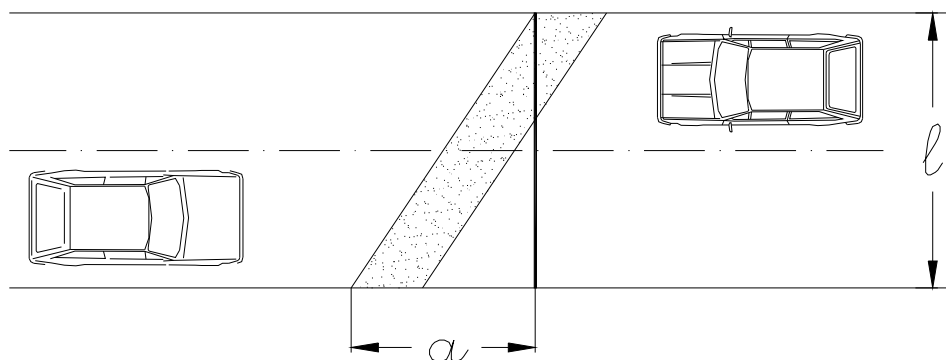
Lorsque cette distance ne peut être respectée, la tranchée est exécutée et remblayée dans les mêmes conditions que si elle était sous chaussée. Dans ce cas la tranchée est dite "sous chaussée". Sous chaussée, la tranchée longitudinale devra être à 0,50 m minimum du bord de chaussée. Son implantation se fera en priorité hors passage des roues des véhicules, en principe dans l'axe des voies de circulation.





b) Sera recherchée une implantation des traversées de chaussée en biais par rapport à la perpendiculaire à l'axe de la chaussée, sauf impossibilité manifeste.

### Implantation transversale préconisée



c) En vertu de la charte de l'arbre qui devra être respectée, il est interdit de réaliser toute fouille à moins de 2 mètres du tronc de l'arbre et d'intervenir à l'aide d'un engin sous la couronne de l'arbre (voir plus précisément article 4.2.2.e). Lorsque les travaux ont lieu à proximité d'autres ouvrages déjà existants, le permissionnaire doit établir ses ouvrages en accord avec les permissionnaires précédents et, en particulier, observer la réglementation en vigueur, pour tous travaux à proximité des câbles électriques et de télécommunications, de conduites d'eau et de gaz.

### 3.1.2.b) Profondeur

Les réseaux souterrains seront établis à une profondeur conforme à celle qui figure dans les règlements, cahiers des charges et autres normes (règlement d'assainissement, d'eau potable...), tout en assurant une « hauteur de charge » minimale entre la génératrice supérieure du réseau et le niveau fini, à savoir:

- 0,80 mètre de hauteur de charge sous chaussée et accotement ;
- 0,60 mètre de hauteur de charge sous trottoir.

En cas d'impossibilité technique à respecter ces consignes (encombrement du sous sol...), l'une ou l'autre, voire les deux mesures suivantes seront adoptées :

- ☒ le réseau projeté sera glissé dans une conduite en fonte ;
- ☒ le remblai mis en œuvre sera de type auto-compactant (type grave ciment ou équivalent).

Les regards non accessibles (dits « borgnes ») seront situés à une profondeur d'au moins 0,20 mètre, comptée entre l'extérieur supérieur du regard et la surface finie du sol.

Les plans de projet, sur format papier pour les branchements et informatique pour les réseaux, devront mentionner la profondeur précise en côtes calées sur le référentiel orthométrique et Lambert 3 : fil d'eau prévu pour les eaux usées et pluviales, diamètre extérieur, et génératrice supérieure pour les autres réseaux, ainsi que le niveau de surface, le tout en NGF.

En terrain rocheux, en cas d'encombrement du sous-sol ou lorsque la chaussée est peu circulée (trafic poids lourds inférieur à 50 véhicules par jour et par sens) ou sans structure, une charge réduite peut être envisagée. Dans ce cas, l'accord préalable du gestionnaire de voirie est indispensable et devra s'appuyer sur une proposition technique de l'intervenant.

Lorsque des modifications techniques particulières sont prévisibles (aménagement de voirie, amélioration de dos d'âne, assainissement de plate forme,.....) ou lorsqu'un trafic particulier l'impose (transport de grumes,.....), une sur-profondeur motivée peut-être demandée par le gestionnaire de la voirie.

### Article 3.1.3 Calcul des ouvrages

Les ouvrages implantés sous chaussées tels que parc de stationnement, poste de transformation, galerie, etc., doivent être calculés pour supporter une charge qui sera communiquée par la collectivité. Les ouvrages devront avoir fait l'objet d'un calcul technique montrant leur stabilité par rapport aux contraintes du site (nature du sous-sol, force du vent, ...).

Les trappes, tampons de regard et d'une façon générale les fermetures des accès aux réseaux enterrés mêmes situés sous trottoir doivent supporter le passage ou le stationnement occasionnel de véhicules lourds (véhicule d'enlèvement d'ordures ménagères, véhicule de sapeur-pompier, camions de déménagement, etc.). Ils doivent respecter les règlements en vigueur (règlement d'assainissement, règlement d'eau potable, ...).

La collectivité pourra prescrire des exigences particulières sur l'ouvrage par rapport à son esthétique.

## **Article 4 - Déroulement des travaux**

### **Article 4 - 1 : Démarrage des travaux**

#### Article 4.1.1 Documents à fournir avant le début des travaux

Au moins dix jours avant tout commencement d'exécution, l'intervenant doit être en mesure de justifier du retour des différents documents (DICT...) auprès du gestionnaire de la voirie. Il sollicite une rencontre préalable au démarrage des travaux avec le représentant de la Ville de Sassenage en associant, lorsqu'il existe, le coordonnateur sécurité et protection de la santé (CSPS) de l'opération.

#### Article 4.1.2 Etat des lieux

Préalablement au début des travaux, le permissionnaire ou le gestionnaire de la voie peuvent demander l'établissement d'un constat contradictoire des lieux concernés par les travaux et situés sur domaine public. Ce constat est effectué en présence du gestionnaire de la voirie et d'un représentant du permissionnaire. Le représentant du permissionnaire peut être une personne de l'entreprise effectuant les travaux dûment mandatée à cet effet. En cas de désaccord sur le constat, le permissionnaire peut faire appel, à ses frais, à un huissier de justice.

Ce constat avec le service de la Voirie ne peut porter sur le domaine privé. Le permissionnaire assume la responsabilité de faire établir, à ses frais, et si besoin est, un constat des parties privées qui bordent éventuellement le domaine public.

En l'absence de ce document, les lieux sont réputés comme étant en bon état avant le commencement des travaux et aucune contestation ne sera admise par la suite.

#### Article 4.1.3 Implantation des travaux

Préalablement à tout commencement de travaux, l'intervenant procède à l'implantation de la totalité des tranchées prévues dans le chantier et en informe le gestionnaire de la voirie au moins huit jours avant le début des travaux. Cette formalité est exécutée sans préjudice des attributions exercées par le Maire si les travaux sont exécutés en agglomération. Le gestionnaire de la voirie définit, en concertation avec le demandeur, la position de la base vie, des installations diverses (sanitaires, locaux de chantier...), la ou les zones de dépôt de matériaux, en lien avec le CSPS lorsqu'il existe et conformément au PPSPS le cas échéant. Il impose également autant que de besoin, les accès à moindre dommage au chantier en considérant la sauvegarde des intérêts de sécurité, d'hygiène et de salubrité publique ainsi que de la conservation du DPR dont le Maire a la garde. Pour les chantiers les plus importants (masse de travaux / durée...), des itinéraires de circulation pourront être imposés pour les véhicules du chantier en complément des arrêtés de circulation existants.

#### Article 4.1.4 Informations sur le site et signalisation

Pour tout chantier d'une durée supérieure à une semaine ou selon la spécificité du chantier laissé à l'appréciation du gestionnaire, un panneau d'information destiné à l'ensemble des usagers sera mis en place sur le site avant tout commencement de travaux. Il devra comporter mention des caractéristiques principales de l'opération, les coordonnées (nom, adresse, n° de téléphone en cas d'urgence) du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé, de la ou les entreprises intervenantes. Ce dispositif devra être soumis à l'approbation de la collectivité.

Lorsque les travaux entraînent une coupure de voie partielle ou totale, accompagnée de la mise en place d'un itinéraire de déviation, une réunion préalable au démarrage des travaux sera organisée associant tous les intervenants impactés (dont : services de ramassage des ordures ménagères, transports en commun...) afin de définir les mesures conservatoires (dont information des usagers) ainsi que le plan de circulation et de signalisation. La mise en place de ce dispositif reste à la charge et sous la garde du titulaire de l'autorisation.

La signalisation, conforme à la réglementation en vigueur, sera disposée et maintenue pendant toute la durée des travaux aux frais du titulaire de l'autorisation et sous son contrôle. Elle devra répondre aux exigences du gestionnaire de la voie. Cette disposition s'applique au balisage des itinéraires de déviation.

#### Article 4.1.5 Circulation des piétons / cycles.

Dans le cas de travaux empiétant sur un cheminement destiné aux piétons et cycles, provoquant ainsi une restriction voir une interruption de leur itinéraire, le pétitionnaire devra procéder avec une attention toute particulière au balisage des lieux et faire évoluer ces usagers dans un site protégé et judicieusement signalé. Cette disposition qui devra être soumise à l'approbation de la collectivité.

#### Article 4.1.6 Maintien des accès aux habitations et entreprises.

Si des travaux se déroulent au droit des accès aux propriétés riveraines de la voie, le pétitionnaire devra assurer la desserte de ces dernières en permanence, tant pour les usagers, que pour les services publics et de secours, sauf disposition contraire dûment validée par le gestionnaire de la voie et après information des riverains aux frais des intervenants.

### **Article 4 - 2 : Exécution des travaux**

#### Article 4.2.1 Généralités

Conformément à l'article R 141-16 du code de la voirie routière, en cas de carence ou d'urgence, le Maire peut intervenir d'office aux frais du pétitionnaire.

Le port des équipements de protection individuels (EPI tels que gilets haute visibilité etc...) et le respect des règles de sécurité, protection de la santé et de l'hygiène au travail devront être assurés constamment sur le chantier, à peine de révocation des autorisations délivrées.

#### Article 4.2.2 Protection de l'existant

##### 4.2.2.a) Remise en état de l'existant et maintien de l'intégrité du domaine public

Le permissionnaire est tenu de remettre en état les différents réseaux ou objets qu'il touche, qu'il déplace ou sur lesquels il intervient, même si ceux-ci ne sont pas mentionnés sur les plans car inconnus au moment du recueil d'informations. En cas de non respect de cette clause, une recherche en responsabilité à fin d'indemnisation sera exercée par la Collectivité.

Les bornes parcellaires ou autres repères cadastraux et topométriques tels que bornes de triangulation, points polygonaux, boulons, croix, repères de nivellement figurant sur le fond de plan VRD ou non sont à préserver sur le terrain. Le permissionnaire ne peut déplacer, redresser, arracher ou replanter un tel repère. En cas d'intervention obligatoire sur ces repères, le permissionnaire est tenu de faire intervenir, à ses frais, un géomètre DPLG pour la repose de ces éléments.

En ce qui concerne le maintien des lieux, la propreté du chantier et de toute installation y ayant trait (dont base vie et zone de dépôts autorisées) devra être assurée en permanence de manière à ne pas causer de gêne ou de nuisances aux usagers du DPR ou aux riverains. Les déchets de chantier seront éliminés au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Les engins et matériels de travaux publics devront être conformes aux normes françaises sur le bruit et leur maintenance assurée de manière à causer le minimum de gênes aux riverains. En cas de chantier de terrassement important, des mesures particulières de précaution telles que le lavage des roues avant départ des camions de chantier, ainsi que le balayage de la voirie mécanique ou manuel, pourront être exigées afin de sauvegarder la viabilité des infrastructures empruntées.

#### 4.2.2.b) Ecoulement des eaux

L'écoulement des eaux de la voie et de ses dépendances, et des propriétés riveraines doit être constamment assuré. Le chantier ne devra pas apporter d'écoulement d'eau supplémentaire sur les propriétés riveraines.

#### 4.2.2.c) Protection du réseau d'assainissement

Le pétitionnaire ou l'entrepreneur respectera le règlement intercommunal d'assainissement en vigueur. Toutes dispositions devront être prises pour éviter la pollution des réseaux d'assainissement pluvial ou d'eaux usées. Si nécessaire, un bac de rétention voire un débourbeur sera utilisé.

#### 4.2.2.d) Protection des ouvrages ou immeubles riverains

Toutes mesures utiles seront prises pour ne faire courir aucun danger aux ouvrages ou aux immeubles riverains.

Le Maître d'ouvrage pourra faire établir à ses frais un constat de l'existant, par huissier.

#### 4.2.2.e) Plantations

Le respect de la charte de l'arbre de la commune de SASSENAGE est obligatoire.

Les règles principales sont les suivantes :

a) En toutes circonstances, les plantations devront être protégées du choc des outils ou des engins mécaniques par un corset en planches, monté jusqu'à 2 mètres de hauteur au moins. L'intérieur de l'enceinte sera toujours maintenu en état de propreté et sera soustrait à la pénétration de tout liquide nocif pour la végétation.

Il est interdit de planter des clous ou tout autre objet métallique dans les arbres ou de les utiliser pour amarrer ou haubaner des objets quelconques. Les tranchées ne seront ouvertes qu'à une distance supérieure de 2,00 m du tronc de l'arbre. Il est interdit de procéder à la coupe des racines d'un diamètre supérieur à 5 cm. D'une façon générale, les terrassements seront réalisés manuellement dans l'emprise des systèmes racinaires.

Lors des travaux avec engins, la protection des basses branches devra être assurée et le matériel employé adapté à cette contrainte.

b) Le dépôt de déblais, matériaux ou autres, est interdit dans l'emprise des espaces verts.

c) Les réseaux d'arrosage existants sur les terre-pleins, places, avenues plantées d'arbres, ne pourront être déplacés ou modifiés sans autorisation spéciale. Ils devront être rétablis en l'état primitif par l'intervenant, après accord de la Collectivité Territoriale.

En cas d'impossibilité de respecter les règles ci-dessus, le Maître d'ouvrage devra contacter le service des Espaces Verts de la Collectivité afin de trouver les solutions adéquates et de faire valider son projet avant le dépôt de la permission de voirie.

Dans tous les cas d'infraction, la Collectivité Territoriale se réserve la possibilité de réclamer à l'intéressé le préjudice subi.

#### 4.2.2.f) Protection du mobilier urbain

Le mobilier urbain (candélabres, abris-bus, poteaux indicateurs, etc...) doit être protégé avec soin par le permissionnaire ou, lorsque la nature des travaux l'exige, démonté puis remonté en fin de travaux par le permissionnaire.

### Article 4.2.3 Découpe, dépose ou démolition du revêtement

#### 4.2.3.a) Découpe du revêtement

Les revêtements à base de liant hydrocarboné doivent être découpés de façon franche et rectiligne avec un matériel adapté, sur toute leur épaisseur. Le permissionnaire devra prendre soin de réaliser les découpes d'enrobés au delà de l'emprise même de la tranchée (cf ; coupes en annexe). Cette sur-largeur est demandée afin d'éviter les terrassements sous le revêtement périphérique ou tout autre risque de soulèvement des enrobés en place le long de la fouille lors des excavations. En ce qui concerne les enduits bitumineux (bicouches...), la difficulté de la découpe propre à ce type de matériau sera compensée par une application largement débordante au-delà des lèvres de découpe d'un revêtement du même type en réfection.

#### 4.2.3.b) Dépose du revêtement

*Les dalles devront être déposées avec soin et stockées dans l'emprise de chantier ou transportés dans un dépôt par le bénéficiaire de l'autorisation de travaux. A l'issue des travaux, elles seront reprises au stock et mises en œuvre lors des travaux de réfection. Les éléments détériorés seront remplacés à l'identique par le permissionnaire.*

#### 4.2.3.c) Démolition du revêtement

*La démolition des chaussées et trottoirs doit être conduite de façon à obtenir une sélection des matériaux constitutifs de ceux-ci dans l'hypothèse de leur réemploi ultérieur. Dans le cas contraire, c'est à dire si un apport de matériaux est prévu en remplacement de ceux extraits des fouilles, ces derniers seront évacués et mis en décharge agréé conformément à la réglementation en vigueur.*

### Article 4.2.4 Exécution de la fouille

Les moyens mis en œuvre pour la réalisation, l'étalement et le blindage des fouilles doivent être adaptés au type de terrain, aux dimensions et aux contraintes d'environnement, et la réglementation en vigueur.

Les parois des fouilles des tranchées doivent être verticales. Il est interdit de creuser sous les revêtements périphériques conservés et sous les bordures.

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter la décompression des terrains adjacents ainsi que le ruissellement des eaux dans la fouille. La continuité des fils d'eau doit être assurée.

L'ouverture d'une tranchée entraîne inévitablement une décompression des terrains environnants; la zone perturbée s'élargissant progressivement, la baisse de qualité qui en découle s'aggrave avec le temps. La sauvegarde de la chaussée nécessite de reconstituer la butée des terres le plus rapidement possible:

- L'effet de butée des terres est obtenu par un bon compactage.
- La fouille doit ne rester ouverte que le temps minimum compatible avec la tenue des parois ; dans certains cas, la sauvegarde de la chaussée peut nécessiter un remblayage provisoire de calage.

### Article 4.2.5 Déblais

a) Tout objet curieux, d'art, de valeur ou d'antiquité trouvé lors des travaux de fouilles devra être laissé sur place jusqu'à l'arrivée du gestionnaire de la voirie. L'objet sera ensuite :

- soit remis au service de la police du gestionnaire qui constatera la remise, sans préjudice s'il y a lieu, des droits attribués par le Code Civil à l'auteur de la découverte.
- soit évacué
- soit laissé en place dans l'attente d'experts.

b) Les déblais sont chargés et évacués au fur et à mesure dans une décharge autorisée, aux frais du titulaire, à moins que leur réemploi n'ait été étudié par l'intervenant et autorisé par le gestionnaire de la voirie. La recherche de la décharge adaptée en fonction de la catégorie de matériau incombe à l'intervenant.

## Article 4.2.6 Remblaiement des tranchées

### 4.2.6.a) Généralités

Le remblayage des tranchées est réalisé conformément au catalogue des coupes types en annexe et suivant les préconisations :

- du guide technique du SETRA «études et réalisation des tranchées» de novembre 2001 ;
- du guide technique du SETRA-LCPC «remblayage des tranchées et réfection des chaussées » de mai 1994 ;

Un grillage avertisseur sera mis en place même en tranchée à couverture réduite, auquel cas il sera positionné au dessus de la grave ciment, disposant d'un fil de détection pour les matériaux non détectables (plastiques...).

Les tranchées remblayées avec des matériaux de bonne qualité fonctionnent souvent en tranchées drainantes. Il est donc indispensable pour une bonne tenue des tranchées et de la chaussée de prévoir des exutoires pour que les eaux piégées puissent s'évacuer.

Si la pente de la tranchée (pente supérieure à 4%) ou l'importance de la circulation d'eau peuvent faire craindre un entraînement des matériaux fins, (renards...) des dispositions particulières sont à prendre (géotextile, emploi de gravillons roulés 5/15 mm..... sans oublier l'exutoire.)

Le remblayage d'une tranchée doit être parfait dès sa réalisation. Un remblayage mal réalisé est très nocif pour toute la chaussée environnante; le tassement différé consécutif à un manque de compactage n'apporte aucune garantie quant à la qualité finale. En conséquence, aucun tassement n'est admis, sur chaussées provisoires ou définitives, et seules des déformations du revêtement provisoire, sans abaissement général du niveau, peuvent éventuellement être tolérées en cas de circulation intense.

L'intervenant est responsable du remblayage de la tranchée et de la remise en état de la chaussée, dont le gestionnaire de la voirie fixe le niveau de qualité en fonction des impératifs techniques relatifs à la voie (intensité du trafic, sécurité etc...).

Le gestionnaire de la voirie peut aussi s'assurer que le plan de contrôle de l'intervenant permet d'atteindre la qualité fixée.

Le gestionnaire de la voirie peut contrôler à tout moment la mise en œuvre du remblayage et la conformité du compactage.

#### 4.2.6.b) Matériaux

- Réemploi des matériaux

Le réemploi des matériaux extraits de la tranchée – également dénommés "provenants" – revêt un caractère exceptionnel, la règle étant son évacuation doublée de la mise en œuvre de matériaux calibrés provenant des filières de production classique (carrières ...) ou de recyclage, avec une préférence marquée sur cette dernière pour des objectifs de développement durable. Sur ces derniers, un certificat de provenance pourra être demandé afin de vérifier la qualité du matériau.

L'utilisation des provenants est donc subordonnée à la production d'une étude préalable et d'un projet d'organisation de travaux soumis au gestionnaire de la voirie au moins huit jours avant les travaux de remblayage. L'étude devra déterminer au minimum : la nature, l'état et la classification du matériau par référence à la classification de la norme NFP 11-300 et du GTR (*guide technique pour la réalisation des remblais et des couches de formes*).

- Pour le remblayage sous trottoir, piste cyclable, chaussée ou aire de stationnement

Le principe énoncé au paragraphe ci avant reste applicable ; les matériaux terreux ou argileux seront systématiquement évacués. Sauf accord du gestionnaire de la voirie permettant le réemploi des matériaux, les remblais seront exécutés suivant les règles de l'art, en grave propre de qualité D2 ou D3.

- Pour le remblayage sous espaces verts

Sous les gazons, les bons matériaux provenant des fouilles sont réutilisés jusqu'à la cote moins 0,30m. Le complément se fera à l'aide de terre végétale en accord avec le service gestionnaire des espaces verts sur la qualité de celle-ci et leurs modalités de mise en œuvre.

- Emploi de matériaux auto-compactants

Conformément aux articles 3.1.1.b et 3.1.2.b, l'emploi de matériaux auto-compactant pour le remblaiement des tranchées peut être envisagé sous réserve qu'ils concernent des tranchées réalisés en accotement ou en raison d'une contrainte dûment justifiée et reste assujetti à l'acceptation du gestionnaire de la voie.

En règle habituelle, ils seront évités en chaussée car générateurs de points durs et de difficultés d'interventions ultérieures.

La composition et la mise en œuvre de ces matériaux doivent être conformes aux préconisations du dossier du CERTU « utilisation de matériaux auto - compactant pour le remblayage des tranchées » de 1998.

#### 4.2.6.c) Compactage

Les conditions d'obtention d'un compactage optimal des remblais des tranchées seront mises en application quelle que soit l'importance de la voie concernée.

La méthodologie de contrôle de la mise en œuvre des remblais est basée sur la définition et le contrôle des moyens utilisés pour le compactage, moyens qui sont fonction des matériaux mis en œuvre. L'intervenant justifie auprès du gestionnaire son choix sur les matériaux utilisés, sur le matériel de mise en œuvre et sur la cohérence entre les deux.

Quelle que soit l'importance du chantier, la qualité du compactage des remblais est :

- Pour les tranchées sous chaussées, trottoirs, pistes cyclables et aires de stationnement : q3 et q2 (chaussée).
- Pour les autres tranchées : q3 et q4 (remblai). Ces qualités sont définies dans le guide technique du SETRA-LCPC « remblayage des tranchées et réfection des chaussées » de mai 1994.



#### 4.2.6.d) Contrôles du compactage

- Contrôles effectués par l'entreprise

Il est rappelé que toute ouverture en tranchée vaut acceptation du présent règlement de voirie par le permissionnaire et engagement de sa part à respecter les règles de l'art applicables aux remblaiements, et notamment le compactage.

L'entreprise doit mettre en place une démarche d'assurance de la qualité qui doit s'inspirer des éléments indiqués dans le guide technique du SETRA-LCPC «remblayage des tranchées et réfection des chaussées » de mai 1994.

Au cours des travaux de remblayage, l'entreprise doit vérifier que :

- les quantités de remblai mises en œuvre sont inférieures ou égales au débit pratique de l'atelier de compactage,
- l'atelier de compactage a fonctionné pendant le temps nécessaire.

Une attention toute particulière devra être consacrée à l'exécution de passes de damage par couches de 20 centimètres d'épaisseur de matériau d'apport.

Le principe posé par le présent règlement de voirie est que le permissionnaire doit fournir pour toute intervention un procès verbal d'essais de compactage selon les prescriptions suivantes :

Ces essais devront être réalisés avec un pénétromètre dynamique sur le remblayage de la tranchée. Le nombre des essais sera défini par le service de la Voirie en fonction de la longueur de la tranchée (en moyenne un tous les 100 mètres).

Ces essais devront satisfaire à la condition suivante :  $R_d > 5$  MPa pour les tranchées d'une profondeur supérieure à 50 cm. En cas de profondeur réduite, la condition à satisfaire sera la suivante :  $R_d > 8$  MPa.

Si les résultats de ces essais ne sont pas conformes, le permissionnaire sera tenu d'exécuter des essais complémentaires intermédiaires tous les 50 mètres sur la zone considérée.

Lorsque le remblayage ne satisfait pas aux prescriptions posées ci-dessus, le permissionnaire est tenu d'enlever les matériaux de remblaiement et de procéder à un nouveau remblaiement, avant de passer à l'étape de la réfection. A l'issue du nouveau remblaiement de nouveaux essais auront lieu, conformément à ce qui est décrit ci-dessus.

Des exceptions à la production d'essai compactage pourront être décidées par le seul gestionnaire de la voie en fonction de circonstances particulières propres au chantier telles que les interventions d'urgence ou pour des réparations minimales non susceptibles d'entraîner des désordres de structure.

- Contrôles effectués par le gestionnaire de la voirie

Le gestionnaire de la voirie peut faire procéder à des contrôles inopinés de compactage des tranchées. Il en prend alors la charge financière, en gardant la possibilité de réclamer le remboursement de ces frais d'intervention au permissionnaire si les valeurs constatées n'atteignent pas les normes minimales exigées.

Dans ce cas, le permissionnaire est par ailleurs tenu d'enlever les matériaux de remblaiement et de procéder à un nouveau remblayage ainsi qu'à une nouvelle réfection.

Le permissionnaire aura à sa charge le nouveau contrôle de compactage obligatoire.

## Article 4.2.7 Réfection

### 4.2.7.a) Généralités

L'ensemble des prestations afférentes aux réfections sont à la charge du permissionnaire, après validation et sous contrôle du gestionnaire.

La Collectivité de Sassenage entend promouvoir, en particulier pour les tranchées de petite ou moyenne importance, le principe de la réfection définitive différée de manière à favoriser l'auto-compactage des tranchées par roulement qui apporte une plus grande sécurité sur la tenue dans le temps des terrassements en sus des exigences précédemment décrites.

Le gestionnaire garde toutefois la possibilité, et à sa discrétion ;

- **de solliciter une réfection définitive immédiate (sans réfection provisoire) dans certains cas de figure ;**
- **et dans le cas de travaux coordonnés entraînant une réfection globale de la couche de roulement sous une autre maîtrise d'ouvrage que la sienne, de solliciter une participation financière représentative des travaux de réfection que le permissionnaire aurait dû exécuter pour ses seuls besoins.**

La réfection est exécutée conformément au catalogue des coupes types figurant en annexe. Les épaisseurs indiquées dans le catalogue sont des épaisseurs nominales. Des structures équivalentes pourront être proposées sous couvert de justifications acceptées par le gestionnaire de la voirie.

L'ensemble des réfections devra être conforme aux normes en vigueur et en particulier à celles relatives à l'accessibilité du domaine public aux personnes handicapées. Tout ouvrage modifié ou altéré par la réalisation des travaux du permissionnaire devra donc être reconstitué, dans la limite du coût de la remise en état des ouvrages existants préalablement aux travaux, aux normes PMR en vigueur. Par exemple, en cas de dépose de bordures-bateau durant les travaux, celles-ci devront être reposées à une cote inférieure à 2 cm de vue en respectant les pentes aux abords du passage bas et ce quelle qu'eût été la situation au regard de la norme avant travaux.

### 4.2.7.b) Réfection provisoire

Le terme de "réfection provisoire" ne se rapporte qu'à la couche de revêtement supérieure, le remblayage et la couche de liaison de la tranchée devant être réalisés de façon définitive.

Le type de matériaux, leur mise en œuvre et le délai de la réfection provisoire sont précisés par le gestionnaire ; ce dernier peut demander la mise en œuvre d'une signalisation verticale temporaire pendant toute la durée de la réfection provisoire, en particulier lorsque celle-ci est de nature à constituer une gêne pour l'usager. En aucun cas la réfection provisoire ne devra présenter d'affaissement ou de malfaçons susceptibles de causer un préjudice à l'usager.

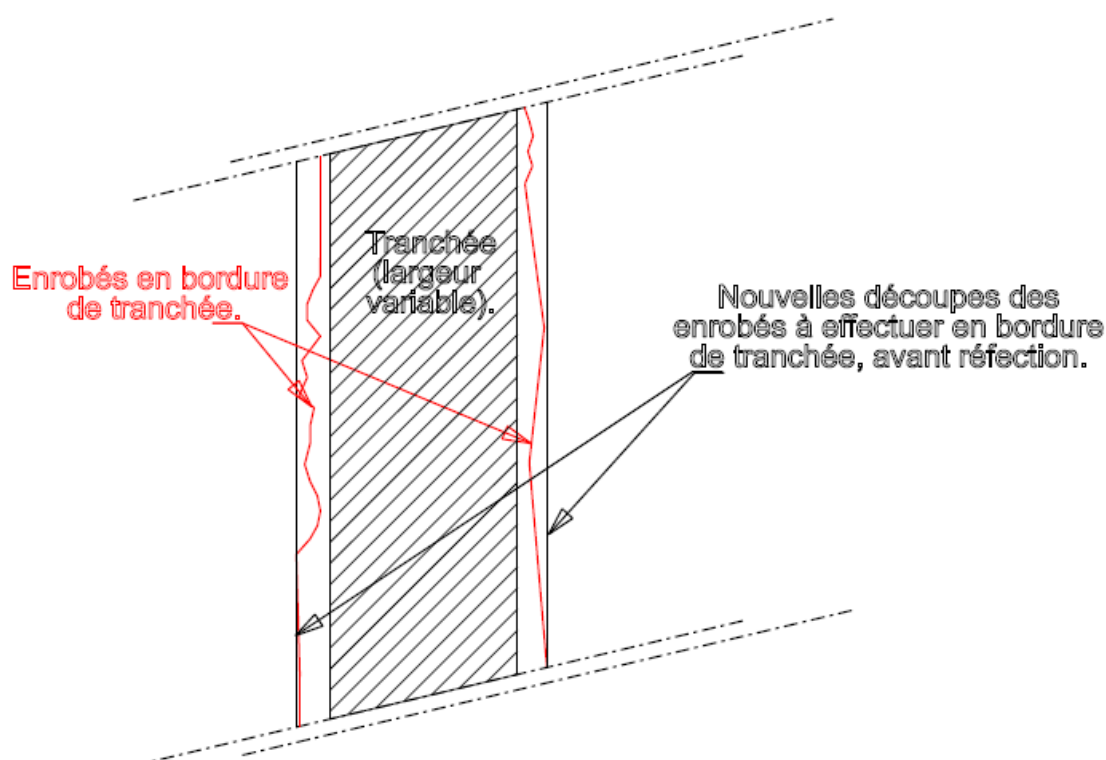
### 4.2.7.c) Réfection définitive

La réfection définitive a normalement pour objet la remise en état des revêtements et d'une façon générale la reconstitution à l'identique du domaine et de son équipement sauf s'il a été décidé des travaux d'aménagement. La participation qui est alors demandée au bénéficiaire de l'occupation est celle qui lui aurait été réclamée pour une réfection neuve à l'identique sauf nécessité technique ou dispositions particulières.

La surface à remettre en état est :

- Pour les revêtements en pierres, celle du revêtement enlevé pour exécuter la fouille, augmentée si nécessaire des surfaces à déposer ultérieurement pour rétablir le calepinage au-dessus de la fouille

- pour les revêtements en béton et les fondations béton des revêtements à base de liant hydrocarboné, celle de la fouille ;
- pour les revêtements à base de liant hydrocarboné, la réfection de la fouille doit être élargie à 0,20 mètres sur chaque bord, avec une découpe à la scie à sols la plus droite possible (cf schéma type ci-après) : les empièchements non linéaires de faible importance sont proscrits. Aucun faïençage ou flache résultant d'une mauvaise tenue des lèvres de tranchée ne sera admis. Leur traitement devra être soit assuré dans la réfection de la tranchée en sauvegardant au maximum une découpe rectiligne, sans heurt ni angle droit, soit au moyen d'un bicouche selon l'importance du désordre et après validation des solutions curatives par le gestionnaire de la voie.



En outre, les délaissés de largeur inférieure à 0,50 m le long de façade, bordure joint de tranchée antérieure, ainsi qu'à la rencontre des ouvrages de surface tels que regards de visite, bouches d'égouts, bouches à clefs, bordures, caniveaux,... sont également repris.

Toutes les surfaces ayant subi des dégradations suite aux travaux sont incluses dans la réfection (notion de périmètre des dégradations). Toute surface tachée pendant les travaux, soit par des huiles, soit par du ciment ou autres produits, est reprise dans le cadre de la réfection. Il en est de même pour la remise en état de tout équipement dégradé.

Tous les joints de tranchée devront être pontés au moyen d'une émulsion gravillonnée.

Les conditions de réalisation des réfections définitives sans passer par une réfection provisoire seront entérinées lors des réunions préalables.

La réfection comprend la remise en place de tous les aménagements meubles et immeubles concernés par les travaux, aux frais exclusifs du titulaire de l'autorisation et sous sa responsabilité :

- signalisation horizontale (peintures routières /sytoflex/ résines pépite...) ;
- de la signalisation verticale ;
- du mobilier urbain ;
- de boucle de détection des feux...etc.

Pour rappel et sur demande de la collectivité, le déplacement des réseaux et la mise à la côte des ouvrages de visites reste à la charge financière des propriétaires des dits réseaux pour tous travaux conformes à la destination du DPR et est effectuée sous leur contrôle.

Pour les revêtements définitifs à base d'émulsion gravillonnée, le maintien de la signalisation temporaire type A K 5 et AK 22 à minima est exigée durant toute la période de reflux des gravillons, aux frais et sous la garde de l'entreprise intervenante, jusqu'au balayage final.

#### 4.2.7.d) Contrôle de réfection

Le gestionnaire de la voie pourra contrôler la réfection et procéder :

a) pour les revêtements bitumineux :

- au Contrôle de fabrication des enrobés (teneur en bitume, en fines, granulométrie résiduelle et malaxage) ;
- au Contrôle de la mise en œuvre des enrobés (température au répannage, compacité en place, uni, APL (analyse du profil en long), flaches et respect des quantités moyennes par unités de surface).
- Au contrôle du pontage de tranchées obligatoire.

b) pour les revêtements minéraux :

- au Contrôle de la mise en œuvre des matériaux (régularité, et aspect général par rapport aux matériaux en place, ...).

## **Article 4 - 3 :    Achèvement, constat de Fin de travaux et fourniture des plans de récolement**

### Article 4.3.1    Achèvement et constat de fin de travaux

L'intervenant informe le service gestionnaire de l'achèvement des travaux de chaque partie de chantier en lui transmettant dans les deux jours suivant l'achèvement, une information d'achèvement des travaux et sollicite du gestionnaire la visite de récolement. Dès la fin des travaux, les diverses installations de chantier, panneaux, dépôts de matériel ou de matériaux doivent être évacués des lieux. Ces derniers seront rendus en état de propreté habituelle.

Après réfection définitive, un constat sera dressé contradictoirement entre le gestionnaire de la voirie et l'intervenant dans les 15 jours après réception de la demande formulée par l'une des parties. Si le permissionnaire ne demande pas ce constat, le délai de garantie de la réfection ne court pas.

Le gestionnaire émet toutes les réserves qu'il juge utiles soit au vu des malfaçons constatées au cours du constat soit au vu d'insuffisances relevées au cours du chantier par rapport aux prescriptions du présent règlement ou des règles de l'Art.

### Article 4.3.2    Récolement : Pièces à fournir au gestionnaire

Tous les relevés seront effectués en tranchée ouverte, à l'avancement des travaux.

Le permissionnaire remet au plus tard le jour de la visite de récolement un plan précis des ouvrages souterrains et/ou superficiels qu'il a exécuté et des ouvrages qu'il aurait éventuellement croisé lorsque ceux-ci n'étaient pas mentionnés dans les plans remis par les différents occupants du domaine public.

En cas d'absence de fourniture de ce plan sous un délai de un mois après la fin effective des travaux, le service de la voirie peut faire exécuter ces plans aux frais du pétitionnaire, après mise en demeure restée sans effet.

Le relevé des travaux de branchements sera effectué par plans minute remis au moment de la demande l'achèvement des travaux au gestionnaire visé ci-dessus sur la base d'un fond de plan remis par la collectivité.

Le relevé des travaux d'extension ou de renouvellement de réseaux sera exclusivement réalisé par un géomètre expert. Dans ce cas, les plans de relevés de voirie existante, lorsqu'ils existent, sont remis par la Collectivité à titre gratuit sur format informatique pour intégration à son système d'information géographique. Le permissionnaire y rapportera ses installations dans le même format informatique (\*.DGN version 8.1 de MICROSTATION POWERDRAFT, ou \*.DWG Version AUTOCAD 2000). Pour tous travaux de réseaux et de branchements simultanés, les branchements devront être également récolés par le géomètre.

Le permissionnaire est invité à signaler aux services municipaux les erreurs ou omissions qu'il constate sur les plans remis par la Collectivité.

## **Article 4 - 4 :    Délai de garantie des travaux / modalités de réparation**

Si des désordres interviennent sur la zone de travaux (affaissement de tranchée ou de revêtement de plus d'un centimètre pour les trottoirs ou pistes cyclables et de plus deux centimètres pour les chaussées, de bordures, ...) dans un délai de deux ans après le constat mentionné ci-dessus à l'article 4.3.1., le permissionnaire est tenu de procéder à la réparation des désordres sous un délai de un mois après mise en demeure par le gestionnaire du domaine public.

En cas de non intervention par le permissionnaire, le service de la voirie du gestionnaire du domaine public procède à la réparation, soit en régie, soit en faisant appel à l'entreprise de son choix, et facture

le coût de cette réparation au permissionnaire. Conformément au code de la voirie routière, les coûts seront majorés par des frais généraux d'un pourcentage égal à 10% du montant des travaux.

## **Article 5 - Responsabilité**

La permission de voirie est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur le domaine public, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Article 6 - Annexes.**

- I. LISTE DES GESTIONNAIRES DE RESEAUX SUR LA COMMUNE DE SASSENAGE ET Numéros d'appel d'urgence.
- II. COUPES EN TRAVERS TYPES.
- III. DELIBERATION PORTANT ENTREE EN APPLICATION DU PRESENT REGLEMENT.
- IV. DELIBERATION EXECUTOIRE FIXANT LES REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC.